

(定訳)

第一阿片會議

協 定(×)

大正一四年 二月一日ジュネーヴで署名
大正一五年 七月二十八日効力發生

昭和三年 七月二十六日批 准

昭和三年 一〇月一〇日批准書寄託

昭和三年 一二月二八日公布(条約第九号)

昭和四年 一月八日効力發生

前 文

英帝國(印度ト共ニ)、支那國、佛蘭西國、日本國、
和蘭國、「ポルトガル」國及暹羅國ハ
阿片煙膏ノ使用ガ一時的ニ許容セラルル其ノ極東ノ屬
地及領域(租借地又ハ保護領ヲ含ム)ニ於テ千九百十
二年一月二十三日ノ國際阿片條約第二章ニ規定セラル
ルガ如ク阿片煙膏ノ製造、國內取引及使用ノ漸次且有
效ナル禁止ヲ實行スルコトニ固ク決シ

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE L'OPIMUM

ACCORD

Signé à Genève, le 11 février 1925

Entré en vigueur le 28 juillet 1926

Ratifié le 26 juillet 1928

Instrument de ratification déposé le 10 octobre 1928

Promulgué le 28 décembre 1928

Entré en vigueur le 8 janvier 1929

L'EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC L'INDE), LA CHINE, LA FRANCE,
LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM,

Fermentement résolu à effectuer la suppression graduelle et
efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage
de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue au Chapitre II de
la Convention internationale de l'Opium, du 23 janvier 1912,
dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, y compris
les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de
l'opium préparé est encore autorisé; et

人道ノ基礎ニ於テ且各國民ノ社會的及道德的福祉ノ増進ノ目的ヲ以テ吸食ノ爲ニスル阿片ノ使用ノ禁止ヲ成ルベク速ニ達成スルニ付一切ノ爲シ得ル手段ヲ執ルコトヲ希望シ

前記國際阿片條約ニ對スル補充的協定ヲ締結スルコトニ決定シ

之ガ爲左ノ如ク其ノ全權委員ヲ任命セリ

「グレート、ブリテン」及「アイルランド」聯合王國竝ニ「グレート、ブリテン」海外領土皇帝印度皇帝陛下

内務副次官「サー、マルコム、デレヴィンニユ」

印度

「ハロルド、クレイトン」

支那共和國大統領

佛蘭西共和國大統領

殖民大臣「エー・デー、ガラディエ」

日本國皇帝陛下

前臺灣總督府總務長官賀來佐賀太郎

國際聯盟帝國事務局次長、大使館參事官杉村陽太郎

第一阿片會議 協定

Désireux, pour des raisons d'humanité et en vue d'assurer le bien-être social et moral des peuples intéressés, de prendre toutes mesures utiles pour réaliser dans le délai le plus bref possible la suppression de l'usage de l'opium à fumer ;

Ayant décidé de conclure un Accord additionnel à l'adite Convention internationale ;

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Sir Malcolm DELEVINNE, K. C. B., Sous-Secrétaire d'Etat adjoint pour le Home Department,

Et pour l'Inde :

Mr. Harold CLAYTON, C. I. E. et membre du Service Civil de l'Inde,

Le Président de la République chinoise :

Le Président de la République française :

M. Ed. DALADIER, Ministre des Colonies,

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Sagataro KAKU, ancien Gouverneur civil du Gouvernement Général de Taïwan.

M. Yotaro SUGIMURA, Conseiller d'Ambassade, Chef adjoint du Bureau Impérial du Japon à la Société des Nations.

和蘭國皇帝陛下

前蘭領印度阿片專賣局長「ダブリュー、ジー、フアン、ウェットウム」

蘭領印度政廳支那事務局長「デ、カート、アングエリノ」

「ポルトガル」共和國大統領

瑞西國駐劄「ポルトガル」共和國特命全權公使
「エー、バルトロミュー、フェレイラ」

澳門州知事「ロドリゴ、ロドリゲス」

暹羅國皇帝陛下

和蘭國駐在暹羅國代理公使「プリンス、ダムラス」

右各委員ハ前記極東ノ屬地及領域ニ於ケル右國際阿片條約第二章ノ適用ニ關スル現狀ヲ審査シ

右條約批准以來極東領域ノ大部分ニ於ケル阿片密輸ノ増加ハ右條約ニ規定セラルガ如キ阿片煙膏ノ製造、國內取引及使用ノ漸次且有效ナル禁止ノ遂行ヲ著シク妨ゲ且尙右目的ノ爲ニ既ニ執ラレタル或種ノ措置ノ效果ヲ少カラシムルノ事實ヲ認メ

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. W. G. van WERTUM, ancien Chef du Département de la Régie de l'Opium aux Indes Néerlandaises,

M. de KAR ANGELINO, Secrétaire pour les affaires de Chine au Gouvernement des Indes Néerlandaises,

Le Président de la République portugaise :

M. A. Bartholomeu FERREIRA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Portugaise près le Conseil Fédéral Suisse,

M. Rodrigo RODRIGUES, Gouverneur de la Province de Macao,

Sa Majesté le Roi de Siam :

S. A. S. le Prince DAMRAS, Chargé d'affaires de Siam à La Haye,

Lesquels ayant examiné la situation actuelle au point de vue de l'application du Chapitre II de ladite Convention internationale de l'Opium, dans les possessions et territoires d'Extrême-Orient sus-mentionnés ; et

Prenant acte du fait que l'augmentation de la contrebande de l'opium dans la plus grande partie des territoires d'Extrême-Orient depuis la ratification de la Convention entrave, dans une mesure très sensible, la réalisation de la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de

l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue dans la Convention, et que cette augmentation rend même moins efficaces certaines des mesures déjà prises à cette fin ; et

Tenant compte de la situation différente des divers pays ;
Ayant déposé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er.

1. Sauf en ce qui est prévu au paragraphe 3 du présent article pour la vente au détail, l'importation, la vente et la distribution de l'opium constitueront un monopole d'Etat et le droit d'importer, de vendre et de distribuer l'opium ne pourra être affermé, concédé ou délégué à qui que ce soit.

2. La fabrication de l'opium préparé, destiné à la vente, devra également faire l'objet d'un monopole d'Etat, dès que les circonstances le permettront.

3. (a) Le Gouvernement devra mettre à l'essai, dans les régions où l'autorité administrative peut exercer une surveillance efficace, le système de la rétribution des personnes employées à la vente au détail et à la distribution de l'opium, au moyen d'un salaire fixe, et non d'une commission sur les ventes.

(b) Partout ailleurs, la vente au détail et la distribution

諸國ノ異リタル狀況ヲ考量シ
其ノ全權委任狀ノ良好妥當ナルヲ認メ
左ノ如ク協定セリ

第一條

一 小賣ニ關シ本條第三號ニ規定セラルモノヲ除キ
阿片ノ輸入、販賣及分配ハ政府ノ獨占事業タルベク
又阿片ヲ輸入シ、販賣シ又ハ分配スルノ權利ハ何人
ニ對シテモ之ヲ貸與シ、讓渡シ又ハ代理セシムルコ
トヲ得ズ

二 販賣ノ爲ノ阿片煙膏ノ製造モ亦事情ノ許ス限り速
ニ之ヲ政府ノ獨占事業ト爲スベシ

三 (イ) 阿片ノ小賣及分配ノ爲一定ノ俸給ヲ拂ヒ且賣
上歩合ノ方法ニ依ラザル者ヲ使用スルノ制限ハ
有效ナル監視ガ行政官廳ニ依リ行ハレ得ル地方
ニ於テ試験的ニ行ハルベシ

(ロ) 其ノ他ノ場所ニ於テハ阿片ノ小賣及分配ハ政

府ニ依リ特許セラレタル者ニ依リテノミ行ハル
ベシ

(イ)ノ規定ハ吸食者ノ特許及吸食許可量ノ制度ガ現ニ
實施セラレ右制度ガ同等又ハ一層有效ナル保障ヲ與
フル場合ニハ之ヲ適用セザルコトヲ得

第二條

未成年者ニ對スル阿片ノ販賣ハ禁止セラルベシ締約國
ハ未成年者ノ間ノ阿片吸食ノ習慣ノ傳播ヲ阻止スル爲
一切可能ナル手段ヲ執ルベシ

第三條

未成年者ハ阿片煙館ニ入ルコトヲ許サレザルベシ

第四條

締約國ハ出來得ル限り小賣店ノ數ヲ又阿片煙館ノ許容
セラルル所ニ於テハ右煙館ノ數ヲ制限スベシ

第五條

「煙灰」ノ賣買ハ「煙灰」ガ獨占事業ニ賣渡サルル場合
ヲ除キ禁止セラルベシ

第六條

de l'opium ne pourront se faire que par des personnes munies
d'une licence du Gouvernement.

Le chiffre (d) ne s'applique pas lorsque le système des
licences et du rationnement des consommateurs est en vigueur
et donne des garanties équivalentes ou plus effectives.

ARTICLE II.

La vente de l'opium aux mineurs est interdite. Toutes les
mesures possibles seront prises par les Puissances contractantes
en vue d'empêcher la propagation parmi les mineurs de l'ha-
bitude de fumer l'opium.

ARTICLE III.

L'entrée des funeries est interdite aux mineurs.

ARTICLE IV.

Les Puissances contractantes restreindront autant que
possible le nombre des magasins de vente au détail, ainsi que
celui des funeries, dans les pays où elles sont autorisées.

ARTICLE V.

L'achat et la vente du "dross" sont interdits, excepté si
le "dross" est vendu au monopole.

ARTICLE VI.

阿片輸入
國からの
輸出禁止
等

(一) 阿片ハ其ノ生阿片タルト煙膏タルトヲ問ハズ阿片ガ吸食ノ爲輸入セラルル何レカノ屬地又ハ領域ヨリ之ヲ輸出スルコトヲ禁止セラルベシ

(二) 阿片煙膏ノ前記何レカノ屬地又ハ領域ノ通過又ハ右ノ地ニ於ケル積換ハ禁止セラルベシ

(三) 前記何レカノ屬地又ハ領域以外ノ仕向地ニ向ケラルル生阿片ノ當該屬地又ハ領域ノ通過又ハ右ノ地ニ於ケル積換ハ亦禁止セラルベシ但シ輸入國政府ニ依リ發給セラレタル輸入證明書ニシテ不正使用ノ虞ナキコトヲ充分ニ保障スト認メラルベキモノガ右屬地又ハ領域ノ政府ニ提出セラルル場合ハ此ノ限ニ在ラズ

第七條

煙膏使用
減少のため
の措置

締約國ハ各其ノ領域内ニ於ケル阿片煙膏ノ使用ヲ減ゼシムル爲學校ニ於ケル適當ナル教育、文書類ノ頒布及其ノ他ノ方法ニ依リ其ノ最善ノ努力ヲ爲スベシ但シ或政府ガ其ノ領域内ニ於ケル現存ノ事情ノ下ニ右措置ヲ望マシカラズト思考スル場合ハ此ノ限ニ在ラズ

第八條

不正取引

締約國ハ關係官廳ノ主任官ノ間ニ於ケル情報及意見ノ

第一阿片會議 協定

(条一九・文化、社会二)

(1) Est interdite l'exportation de l'opium, soit brut, soit préparé, hors d'une Possession ou d'une Territoire dans lesquels l'importation de l'opium destiné à être fumé est maintenue.

(2) Est interdit dans toute Possession ou Territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium préparé.

(3) Sera également interdit, dans toute Possession ou Territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium brut consigné à une destination se trouvant en dehors de la Possession ou du Territoire, à moins qu'un certificat d'importation, délivré par le Gouvernement du pays importateur et pouvant être accepté comme fournissant des garanties suffisantes contre la possibilité d'usage illicite, ne soit présenté au Gouvernement de la Possession ou du Territoire dont il s'agit.

ARTICLE VII.

Les Puissances contractantes feront tous leurs efforts pour combattre l'usage de l'opium préparé dans leurs territoires respectifs, par l'enseignement dans les écoles, par la distribution de brochures et par tous autres moyens, à moins qu'elles n'estiment ces mesures inopportunes, en raison de la situation spéciale de ces territoires.

ARTICLE VIII.

Les Puissances contractantes s'engagent à s'aider mutuelle-

第一阿片會議 協定

八七〇

禁止のた
め相互援
助

直接交換ニ依リテ不正取引ヲ禁止セントスル努力ニ付
相互ニ援助スルコトヲ約ス

第九條

他国で正
つた不正
取引処罰

締約國ハ其ノ領域内ニ居住スル者ガ他國ニ於テ遂行シ
タル不正取引ヲ罰シ得ル様立法的措置ヲ執リ得ルヤ否
ヤヲ最好意ヲ以テ審査スベシ

第十條

阿片吸食
者数の情
報提供

締約國ハ阿片吸食者ノ數ニ關シ其ノ入手シ得ベキ一切
ノ情報ヲ供給スベシ右情報ハ公表ノ爲國際聯盟事務總
長ニ送付セラルベシ

第十一條

本協定の
適用のな
い阿片

本協定ノ條項ハ單ニ醫藥用及學術用ノ目的ニノミ供セ
ラルル阿片ニハ適用セラレザルベシ

第十二條

適用に關
する状況

締約國ハ相互ニ協定セラルベキ期日ニ於テ千九百十二
年一月二十三日ノ「ヘーグ」條約第二章及本協定ノ適

ment dans leurs efforts pour arriver à la suppression de la
contrebande par des échanges directs de renseignements et de
vues entre les chefs des services intéressés.

ARTICLE IX

Les Puissances contractantes examineront dans l'esprit le
plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives
pour pouvoir punir les transactions illégitimes dont les éléments
constitutifs auront été accomplis, dans un pays étranger, par
une personne résidant sur leurs territoires.

ARTICLE X.

Les Puissances contractantes fourniront tous les renseigne-
ments qu'elles pourront se procurer sur le nombre des fumeurs
d'opium. Ces renseignements doivent être adressés au Secrétaire
général de la Société des Nations, aux fins de publication.

ARTICLE XI.

Le présent Accord ne vise pas l'opium uniquement destiné
aux besoins médicaux et scientifiques.

ARTICLE XII.

Les Puissances contractantes conviennent d'examiner périodiquement, à des dates qu'elles fixeront d'un commun accord,

審議

用ニ關スル狀況ヲ時時共同シテ審議スルコトヲ約ス第一回ノ會合ハ遅クトモ千九百二十九年中ニ開カルベシ

第十三條

協定の適用地域

本協定ハ阿片煙膏ノ使用ガ一時的ニ許容セラルル締約國ノ極東ノ屬地又ハ領域(租借地又ハ保護領ヲ含ム)ニノミ適用セラル

批准ノ際ニ締約國ハ其ノ本協定ノ受諾ガ其ノ保護權ノミヲ行使スル地域ヲ包含セザルコトヲ宣言スルヲ得ベク又右ニ依リ除外セラレタル保護領ニ關シ國際聯盟事務總長ニ寄託セラルル加入ノ通告ノ方法ニ依リ其ノ後ニ於テ加入スルヲ得事務總長ハ右加入ヲ直ニ一切ノ他ノ締約國ニ通知スベシ

第十四條

正文、批准

本協定ハ佛蘭西語及英吉利語ノ本文ヲ以テ正文トシ批准セラルベシ
批准書ノ寄託バ成ルベク速ニ國際聯盟事務局ニ爲サルベシ
本協定ハ二國ニ依リ批准セラルル迄實施セラレザルベシ

第一阿片會議 協定

la situation en ce qui concerne l'application du Chapitre II de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 et du présent Accord. La première réunion aura lieu au plus tard en 1929.

ARTICLE XIII.

Le présent Accord ne s'applique qu'aux Possessions et Territoires d'Extrême-Orient des Puissances contractantes, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé.

Lors de la ratification, chaque Puissance contractante pourra déclarer que son adhésion à l'Accord ne s'étend pas à un territoire quelconque sur lequel elle n'exerce qu'un protectorat et elle pourra adhérer ultérieurement à l'Accord pour tout protectorat ainsi exclu, au moyen d'une notification d'adhésion déposée entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera immédiatement ce dépôt à toutes les autres Puissances contractantes.

ARTICLE XIV.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais font foi, sera sujet à ratification.

Le dépôt des ratifications sera effectué au Secrétariat de la Société des Nations le plus tôt qu'il sera possible.

L'Accord n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié

シ其ノ實施ノ日ハ國際聯盟事務總長ガ第二ノ批准書ヲ受領シタル後九十日目トス爾後本協定ハ各締約國ニ付其ノ批准書ノ受領後九十日ニシテ效力ヲ生ズベシ

本協定ハ其ノ實施ノ日ニ於テ國際聯盟事務總長ニ依リ登録セラルベシ

第十五條

締約國ノ一ガ本協定ヲ廢棄セント欲スルトキハ右廢棄ハ國際聯盟事務總長ニ宛テ書面ヲ以テ通知セラルベク事務總長ハ直ニ右通告ノ謄本ヲ一切ノ他ノ締約國ニ送付シ其ノ受領ノ日ヲ之ニ通知スベシ

廢棄ハ之ヲ通告シタル國ニ關シテノミ且其ノ通告ガ事務總長ニ到達シタル後一年ニシテ效力ヲ生ズベシ

末 文

右證據トシテ前記各全權委員ハ本協定ニ署名セリ

千九百二十五年二月十一日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成シ之ヲ國際聯盟事務局ノ記錄ニ寄託保存ス

par deux Puissances. La date son entrée en vigueur sera le 90eme jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la deuxième ratification. Ultérieurement, le présent Accord prendra effet en ce qui concerne chacune des Puissances contractantes 90 jours après la réception de la ratification.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

ARTICLE XV.

S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulait dénoncer le présent Accord, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement copie de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord.

FAIT A GENÈVE, le onze février mil neuf cent vingt-cinq, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du

本書ノ認證謄本ハ一切ノ締約國ニ送付セラルベシ

Secrétariat de la Société des Nations et dont les expéditions authentiques seront remises à toutes les Puissances contractantes.

英帝國

マルコム、デレヴィンニエ

EMPIRE BRITANNIQUE

Malcolm Delevingne

印度

ハロルド、クレートン

INDE

Harold Clayton.

支那國

CHINE

佛蘭西國

エー・デー、ダラディエ

FRANCE

Ed. Daladier.

日本國

賀來佐賀太郎
杉村陽太郎

JAPON

S. Kaku.

Y. Sugimura.

和蘭國

ヴィ、ウェットウム

PAYS-BAS

V. Wetum.

「ポルトガル」國

エー、デイー、エー、デ、カー
ト、アンゲリノ

PORTUGAL

A. M. Bartholomeu Ferreira

Rodrigo J. Rodrigues

暹羅國

エー、エム、バルトロシエー、
フェレイラ
ロドリゴ、ジエー、ロドリゲス
ダムラス

SIAM

Damras

FIRST OPIUM CONFERENCE AGREEMENT

Signed at Geneva, February 11, 1925

Entered into force, July 28, 1926

Ratified, July 26, 1928

Instrument of ratification deposited, October 10, 1928

Promulgated, December 28, 1928

Entered into force, January 8, 1929

THE BRITISH EMPIRE (WITH INDIA), CHINA, FRANCE,
JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM,

Being fully determined to bring about the gradual and effective suppression of the manufacture of, internal trade in and use of prepared opium, as provided for in Chapter II of the International Opium Convention of January 23rd 1912, in their Far Eastern Possessions and Territories, including leased or protected territories, in which the use of prepared opium is temporarily authorised; and

Being desirous, on the grounds of humanity and for

the purpose of promoting the social and moral welfare of their peoples, of taking all possible steps for achieving the suppression of the use of opium for smoking with the least possible delay;

Having decided to conclude an agreement supplementary to the said International Convention;

Have nominated for this purpose as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

Sir Malcolm DRELVINGNE, K. C. B., Assistant Under-Secretary of State for the Home Department,

And for India:

Mr. Harold CLAYTON, C. I. E., I. C. S.,

The President of the Chinese Republic:

The President of the French Republic:

Mr. Ed. DALADIER, Minister for the Colonies,

His Majesty the Emperor of Japan:

Mr. Sagataro KAKU, former Civil Governor of the General Government of Taiwan,

Mr. Yotaro SUGIMURA, Counsellor of Embassy, Assistant Head of the Imperial Japanese Bureau accredited to

the League of Nations,

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Mr. W. G. van WETUM, former Head of the Opium Régie Department in the Netherlands Indies,

Mr. de KAT ANGELINO, Secretary for Chinese Affairs to the Government of the Netherlands Indies,

The President of the Portuguese Republic :

Mr. A. Bartholomeu FERREIRA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Portuguese Republic to the Swiss Federal Council,

Mr. Rodrigo RODRIGUES, Governor of the Province of Macao,

His Majesty the King of Siam :

H. S. H. Prince DAMRAS, Siamese Chargé d'Affaires at The Hague,

Who, having examined the present situation in regard to the application of Chapter II of the said International Opium Convention in the above-mentioned Far Eastern possessions and territories ; and

Taking note of the fact that the increase of the smuggling of opium in the greater part of the territories in the Far East since the ratification of the Convention is hampering greatly the accomplishment of the gradual

and effective suppression of the manufacture of, internal trade in, and use of prepared opium, as provided for in the Convention, and is even rendering less effective some of the measures already taken for that end ; and

Taking into account the different situations of the several countries,

Having deposited their full powers found in good and due form ;

Have agreed as follows :—

ARTICLE I

1. Except as provided in paragraph 3 of this article with regard to retail sale, the importation, sale and distribution of opium shall be a monopoly of the Government and the right to import, sell or distribute opium shall not be leased, accorded or delegated to any persons whatever.

2. The making of prepared opium for sale shall also be made a monopoly of the Government as soon as circumstances permit.

3. (a) The system of employing persons paid by a fixed salary and not by a commission on sales for the retail sale and distribution of opium shall be applied experimentally in those districts where an effective supervi-

sion can be exercised by the administrative authorities.

(b) Elsewhere the retail sale and distribution of opium shall be conducted only by persons licensed by the Government.

Paragraph (a) need not be applied if a system of licensing and rationing of smokers is in force which affords equivalent or more effective guarantees.

ARTICLE II

The sale of opium to minors shall be prohibited.

All possible steps shall be taken by the Contracting Powers to prevent the spread of the habit of opium smoking among minors.

ARTICLE III

No minors shall be permitted to enter any smoking divan.

ARTICLE IV

The Contracting Powers shall limit as much as possible the number of retail shops and, where smoking divans are permitted, the number of divans.

ARTICLE V

The purchase and sale of "dross", except when the "dross" is sold to the monopoly, is prohibited.

ARTICLE VI

(1) The export of opium, whether raw or prepared, from any Possession or Territory into which opium is imported for the purpose of smoking shall be prohibited.

(2) The transit through, or trans-shipment in, any such Possession or Territory of prepared opium shall be prohibited.

(3) The transit through, or trans-shipment in, any such Possession or Territory of raw opium consigned to a destination outside the Possession or Territory shall also be prohibited unless an import certificate, issued by the Government of the importing country, which can be accepted as affording sufficient guarantees against the possibility of illegitimate use, is produced to the Government of the Possession or Territory.

ARTICLE VII

The Contracting Powers shall use their utmost efforts by suitable instruction in the schools, dissemination of literature and otherwise, to discourage the use of prepared

opium within their respective territories, except where a Government considers such measures to be undesirable under the conditions existing in its territory.

ARTICLE VIII

The Contracting Powers undertake to assist one another in their efforts to suppress the illicit traffic by the direct exchange of information and views between the heads of the services concerned.

ARTICLE IX

The Contracting Powers will examine in the most favourable spirit the possibility of taking legislative measures to render punishable illegitimate transactions which are carried out in another country by a person residing within their territories.

ARTICLE X

The Contracting Powers will furnish all information which they can obtain with regard to the number of opium smokers. This information shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations for publication.

The provisions of this agreement shall not apply to opium destined solely for medical and scientific purposes.

ARTICLE XI

ARTICLE XII

The Contracting Powers agree that they will jointly review from time to time at such dates as may be mutually agreed, the position in regard to the application of Chapter II of the Hague Convention of January 23rd 1912, and of the present Agreement. The first meeting shall take place at latest in 1929.

ARTICLE XIII

The present Agreement applies only to the Far Eastern possessions or territories of the Contracting Powers, including leased or protected territories, in which the use of prepared opium is temporarily authorised.

At the moment of ratification any Contracting Power may declare that its acceptance of the Agreement does not include any territory over which it exercises only a protectorate; and may accede subsequently in respect of any protectorate thus excluded by means of a notification of accession deposited with the Secretary-General of the

League of Nations who shall forthwith notify the accession to all the other Contracting Powers.

ARTICLE XIV

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be subject to ratification.

The deposit of ratification shall be made at the Secretariat of the League of Nations as soon as possible.

The Agreement shall not come into force until it has been ratified by two Powers. The date of its coming into force shall be the 90th day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the second ratification. Thereafter the Agreement shall take effect for each Contracting Power 90 days after the receipt of its ratification.

The Agreement shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations upon the day of its coming into force.

ARTICLE XV

If one of the Contracting Powers should wish to denounce the present Agreement, the denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the League of Nations who will immediately communicate a copy of the notification to all the other Powers, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect only as regards the Power which notified it, and one year after the notification thereof has reached the Secretary-General.

IN FAITH WHEREOF the above-named plenipotentiaries have signed the present Agreement.

DONE AT GENEVA, the eleventh day of February of nineteen hundred and twenty-five, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be transmitted to all the Contracting Powers.

(定訳)

第一阿片會議

議定書

大正一四年二月一日ジュネーヴで署名
大正一五年七月二十八日効力発生

昭和三年七月二十六日批 准

昭和三年一〇月一〇日批准書寄託

昭和三年十二月二十八日公布(条約第九号)

昭和四年一月八日効力発生

前 文

本日署名セラレタル阿片煙膏ノ使用ニ關スル協定ノ署名國ノ正當ニ委任セラレタル下名ノ代表者ハ千九百十二年ノ「ヘーグ」條約第六條ニ基キ右署名國ノ引受ケタル義務ノ完全且終局的ノ履行ヲ確保シ及其ノ引受ケタル約束ヲ一層強固ナラシメンコトヲ希望シ

第二阿片會議ハ或國ガ不正取引ヲ防止スル爲生阿片ノ生産、分配及輸出ニ對シ有效ナル取締ヲ遅クトモ五年以内ニ設クベキ旨ノ議定書ヲ採擇シタル事實ヲ了承シ玆ニ左ノ如ク協定ス

第一阿片會議 議定書

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE L'OPIMUM PROTOCOLE

Signé à Genève, le 11 février 1925

Entré en vigueur le 28 juillet 1926

Ratifié le 26 juillet 1928

Instrument de ratification déposé le 10 octobre 1928

Promulgué le 28 décembre 1928

Entré en vigueur le 8 janvier 1929

Les représentants soussignés des Etats signataires de l'Accord relatif à l'usage de l'opium préparé, signé aujourd'hui, dûment autorisés à cet effet,

Soucieux d'assurer l'exécution complète et définitive des obligations et de renforcer les engagements qu'ils ont contractés en vertu des stipulations de l'article VI de la Convention de La Haye de 1912,

Prenant acte de ce que la Deuxième Conférence de l'Opium